

*Initiatives ministérielles*

Bien que le fait de référer aux erreurs historiques et combien coûteuses du gouvernement Trudeau et Chrétien ne règle rien à la situation actuelle, comme d'ailleurs se plaît si bien à le dire l'opposition—et je comprends leurs réactions, car ils n'aiment pas qu'on se remémore ces souvenirs et à leur place, je ferais de même car j'en serais très gêné—il n'en demeure pas moins que pour mesurer efficacement les progrès qui ont été réalisés, il faut être en mesure de bien comprendre d'où nous sommes partis précisément.

D'où sommes-nous partis, madame la Présidente? En 1984, le déficit se situait à 38,5 milliards de dollars, représentant 10,3 p. 100 du Produit intérieur brut. À quoi étaient dus ce déficit de 38,5 milliards et cette dette de 200 milliards de dollars légués en 1984? Il est intéressant de se rafraîchir la mémoire et d'évoquer quelque peu le passé.

Vous me permettrez de citer quelques déclarations faites à l'époque. Je citerai une déclaration de M. Pierre Trudeau tirée du *Expenditure Guidelines Statement* du 13 août 1969. M. Trudeau disait, et je cite: «Si nous ne faisons rien pour ralentir l'augmentation des dépenses, nous nous dirigeons vers une catastrophe». Savez-vous de combien les dépenses avaient été augmentées cette année-là, madame la Présidente? Les dépenses du gouvernement avaient été augmentées de 11,5 p. 100.

J'en viens aux années 1970-1971. Le même Pierre Trudeau, au Congrès libéral du 20 novembre 1970 disait, et je cite: «Vous savez, il est facile de dire: Pourquoi ne faites-vous pas davantage? Mais la réponse à cette question est toujours la même: on attend beaucoup de l'économie et ces attentes sont souvent concurrentes et contradictoires.» À cette époque, le taux d'augmentation des dépenses de ce gouvernement était de 12 p. 100.

En 1971-1972 toujours, M. Edgar Benson, dans le *hansard* du 18 juin 1971 disait et je cite: «Nous avons constamment demandé au gouvernement, aux entreprises et aux syndicats du Canada de faire preuve de modération dans leurs exigences de ne pas exiger davantage de l'économie que les bénéfices qu'ils retirent d'une productivité accrue.» À ce moment-là, quel était le taux d'augmentation des dépenses du gouvernement? Il était de 15,5 p. 100.

• (1535)

En 1972-1973, on va continuer un petit peu, une déclaration du député de Vancouver-Quadra, à la page 2011 du *hansard* du 8 mai 1972, et je cite: «La vérité toute nue est qu'on ne saurait tout faire à la fois. Ne disposant tout

simplement pas des ressources nécessaires, la politique fiscale n'est pas de portée illimitée. Les stimulants et les réajustements ont une fin.» Et le taux d'augmentation des dépenses en 1972-1973, madame la Présidente? Il était de 15,6 p. 100.

En 1974-1975, et je citerai le chef de l'opposition, à la page 7183 du *hansard* du 2 juillet 1975: «Nous avons décidé qu'une modération s'imposait, et pour qu'il y ait modération, il faut réduire les dépenses prévues. Et savez-vous, madame la Présidente, au moment de cette déclaration quel était le taux d'augmentation des dépenses de ce gouvernement à l'époque? Il était de 28 p. 100.

En 1975-1976, et je citerai encore Jean Chrétien, à la page 11059 du *hansard* du 18 février 1976: «J'ai déclaré à plusieurs reprises que le gouvernement avait l'intention de maintenir la croissance des dépenses fédérales entre 1974 et 1975, et 1975 à 1976, à 16 p. 100 ou moins qu'était l'objectif. Nous avons atteint cet objectif, en restreignant considérablement les nouvelles dépenses et en coupant les dépenses déjà approuvées. Et savez-vous quel était le taux d'augmentation des dépenses au moment de cette déclaration? Il était de 20,1 p. 100.

Je vais remonter maintenant en 1980-1981. Il s'agit d'une déclaration de Allan MacEachen, dans le discours sur le budget du 20 octobre 1980, et je cite: «Pour réduire le déficit, il a donc fallu restreindre sévèrement les dépenses.» Au moment de cette déclaration, le taux d'augmentation des dépenses du gouvernement était de 16,5 p. 100.

Remontons maintenant à 1982-1983. Je cite toujours M. MacEachen, le discours sur le budget du 28 juin 1982: «Certains disent que le gouvernement devrait imprimer plus de billets de banque. D'autres déclarent qu'il devrait laisser le déficit s'accroître. Cependant, cela conduirait à un échec pitoyable. L'inflation et le chômage empire-raient, les taux d'intérêt monteraient encore plus, le Canada ne serait plus compétitif sur les marchés mondiaux, la reprise serait repoussée à plus tard. Et savez-vous que, au moment de cette illustre déclaration de M. MacEachen, le taux d'augmentation des dépenses était de 19,8 p. 100?

Alors, le résultat de tout cela est très simple. De 1970 à 1984, augmentation moyenne des dépenses de 15 p. 100 par année. En termes de pourcentage moyen du Produit intérieur brut, les Libéraux l'ont laissé grimper à 8,6 p. 100. Et d'où nous sommes partis exactement en 1984? De taux d'intérêt de 22 p. 100 avec le gouvernement libéral, un taux d'inflation de 12 p. 100 avec ce même gouvernement et un déficit sur les opérations de 16 milliards de